



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne Franche-Comté

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 1282 DU 17 AOUT 2023

Société BABOUIILLARD MICHEL
COMMUNE DE COULMIER-LE-SEC

LE PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

- **Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 181-15, R. 181-45, R. 181-46 ;
- **Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- **Vu** le schéma départemental des carrières de la Côte d'Or approuvé par arrêté préfectoral du 5 décembre 2000 et modifié par arrêté préfectoral du 21 novembre 2005 ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 autorisant la société BABOUIILLARD MICHEL à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert pour la production de pierres ornementales et de granulats et ses installations annexes ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°690 du 10 mai 2021 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;
- **Vu** le dossier en date du 20 août 2020, complété les 9 avril 2021 et 26 mai 2023, par lequel la société BABOUIILLARD MICHEL porte à la connaissance du préfet la modification des conditions d'exploitation de la carrière de Coulmier-le-Sec consistant notamment en une extension du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que l'extension du périmètre d'extraction ;
- **Vu** le dossier en date du 29 novembre 2022, complété le 26 mai 2023, par lequel la société BABOUIILLARD MICHEL porte à la connaissance du préfet la modification des conditions d'exploitation de la carrière de Coulmier-le-Sec, consistant en la mise en œuvre d'explosifs pour réaliser les travaux de découverte ;
- **Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 11 octobre 2018, faisant suite à la visite d'inspection du 2 octobre 2018 ;
- **Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 17 juillet 2023;
- **Vu** le projet d'arrêté porté le 18 juillet 2023 à la connaissance du demandeur ;
- **Vu** l'absence d'observations sur ce projet par la société BABOUIILLARD MICHEL ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant sollicite l'extension du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter, notamment pour régulariser l'implantation de la base vie et le parc à blocs sur une partie des parcelles n°2, 9 et 74 de la section F de la commune de Coulmier-le-Sec ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant sollicite l'extension du périmètre d'extraction sur une surface de 1 ha 90 a 10 ca, majoritairement au sein du périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016, la partie non située au sein de ce périmètre ayant précédemment été intégrée au périmètre d'autorisation d'une ancienne carrière ;

CONSIDÉRANT que cette demande nécessite une modification du plan de phasage d'exploitation, ainsi que des conditions de remise en état de la carrière ;

CONSIDÉRANT que cette demande n'augmente pas les tonnages annuels de produits commercialisables (blocs commercialisables et production de granulats), mais conduit à une augmentation du volume maximal à extraire de 725 000 m³ à 774 000 m³ et du volume de stériles d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que cette modification n'est pas soumise à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la partie de la parcelle n°75 de la section F de la commune de Coulmier-le-Sec sur laquelle il a été constaté la présence d'installations utilisées pour l'exploitation de la carrière lors de la visite d'inspection du 2 octobre 2018, n'est pas incluse dans le périmètre de l'emprise sur laquelle porte la demande d'extension ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il convient d'imposer à l'exploitant de remettre cette parcelle dans l'état où elle se trouvait avant son intervention, ou selon toute autre modalité ayant recueilli un avis favorable du propriétaire de la parcelle et de la commune de Coulmier-le-Sec ;

CONSIDÉRANT que la réalisation de la découverte par tir de mine ne présente pas de dangers ou inconvénients significatifs supplémentaires ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées sur les installations ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT toutefois qu'il convient de définir des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 - Objet

La société BABOILLARD MICHEL (SIREN 445 241 045) dont le siège social est situé 30 rue du Bourg A Mont - 21400 Châtillon-sur-Seine, qui est autorisée à exploiter une carrière de roches massives sur le territoire de la commune de Coulmier-le-Sec, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Tableau des rubriques ICPE

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées »

Rubrique	Intitulé	Caractéristiques	Régime
2510-1	Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de). 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	Surface du périmètre autorisé dont périmètre exploité : 18 ha 54 a 80 ca, dont 13 ha 25 a en exploitation	Autorisation
2515-1.b	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Concasseur mobile (au sens de déplaçable) : 200 kW	Déclaration
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Aire de transit des matériaux du site en attente d'évacuation (blocs et granulats) : 10 000 m ²	Déclaration

»

Article 3 - Situation de l'établissement

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Article 1.2.2 – Situation de l'établissement

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 18 ha 54 a 80 ca pour une surface exploitable de 13 ha 25 a. Elle inclut les zones de protection définies au chapitre 1.5, et correspond à la surface à remettre en état. Elle concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelle n°	Surface autorisée	Surface exploitable
Coulmier le Sec	Aux Bouchots des Lanvignes	F	1	73 a 40 ca	-
			2	31 a 90 ca	31 a 90 ca
			3	30 a	30 a
			4	16 a 80 ca	16 a 80 ca
			9pp	16 ha 88 a 50 ca	12 ha 46 a 30 ca
	Les Combes Poteulles		74	14 a 20 ca	-
Total				18 ha 54 a 80 ca	13 ha 25 a 00 ca

Toute modification de dénomination des parcelles concernées est à déclarer au préfet. »

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 4 - Matériaux extraits, quantités autorisées et capacités de production

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Les matériaux extraits sont du calcaire.

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 2 012 400 t (soit 774 000 m³).

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 78 000 t/an au maximum avec une production moyenne autorisée de 65 000 t/an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté.

Le tonnage maximum de blocs commercialisables est de 15 600 t/an. Le tonnage moyen de blocs commercialisables est de 13 000 t/an.

La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement pour la production de granulats est de 12 000 t/an. La quantité moyenne traitée dans l'installation de premier traitement est de 10 000 t/an.

La cote minimale d'extraction est de 255 m NGF. L'épaisseur moyenne d'extraction est de 6 mètres. »

Article 5 - Périmètre d'éloignement

Les dispositions du chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance horizontale est augmentée en limite Sud-Ouest conformément au plan joint en annexe 1. »

Article 6 - Garanties financières

Les dispositions de l'article 1.6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les suivantes :

«

Phase / Période	Montant des garanties
2 / de 2021 à 2026	194 425 €
3 / de 2027 à 2031	199 459 €
4/ de 2032 à 2036	202 243 €
5/ de 2037 à 2041	220 433 €
6/ de 2042 jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières	200 854 €

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé par référence à l'indice TP01 (base 2010) de mars 2023 (128,9). »

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières pour la phase 2, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 7 - Renouvellement

Les dispositions de l'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont abrogées.

Article 8 - Cessation d'activité

Les dispositions de l'article 1.8.6 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont abrogées.

Article 9 - Méthodes d'exploitation

Les dispositions suivantes « *décapage (une campagne annuelle) à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'un chargeur et stockage sélectif de la découverte qui est mise en merlon* » de l'article 2.4.4 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« décapage (une campagne annuelle) à l'aide d'une pelle hydraulique ou d'un chargeur, ou abattage de la découverte à l'explosif selon les conditions fixées par le présent arrêté, et stockage sélectif de la découverte qui est mise en merlon »

Article 10 - Abattage à l'explosif

Les dispositions de l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« L'abattage à l'explosif n'est autorisé que pour la découverte.

Ponctuellement, la surface des blocs peut être aplanie par pétardage à l'aide de cordeaux détonants.

Le stockage de matières dangereuses explosives est interdit sur le site. »

Article 11 - Phasage

Le tableau de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé est remplacé par le suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface maximale en chantier au cours de la phase (m ²)*	Volume à extraire (m ³)**
2	2021	19 100 m ²	129 800 m ³
3	2026	19 500 m ²	129 800 m ³
4	2031	19 800 m ²	129 800 m ³
5	2036	22 700 m ²	129 800 m ³
6	2041	18 800 m ²	129 800 m ³

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 12 - Dispositions de remise en état

Les dispositions de l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Dans l'emprise de la carrière, il est mis en place, conformément au plan et coupes présentés en annexe 3 du présent arrêté :

- Une zone remblayée avec reconstitution de sol à vocation agricole sur l'intégralité du secteur d'extraction ;
- Une zone en remblais calcaires à vocation écologique sur les secteurs de la plateforme de traitement et de stockage de granulats où :
 - Une zone arborée de 4 000 m² est plantée, conformément aux recommandations des suivis faune – flore réalisés en application de l'article 9.4.2 du présent arrêté ;
 - Une prairie calcicole de 3 000 m² est aménagée sur les remblais calcaires parsemés de terre végétale ;
 - Une zone de remblais calcaires non tassés et déposés en buttes de tailles variées de 12 000 m² est laissée afin de permettre le développement de plantes pionnières et d'offrir un habitat propice au Lézard des murailles ;
 - Une mare est mise en place pour la conservation des amphibiens dont l'Alyte accoucheur.

Les cotes de l'état final respectent les cotes qui figurent sur le plan et les coupes en annexe 3 de l'arrêté. »

Le plan en annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 est remplacé par l'annexe 3 du présent arrêté.

Pour la partie de la parcelle n°75 de la section F de la commune de Coulmier-le-Sec sur laquelle il a été constaté la présence d'installations utilisées pour l'exploitation de la carrière lors de la visite d'inspection du 2 octobre 2018, non incluse dans le périmètre de l'emprise autorisée à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé, l'exploitant la remet dans le même état que celui existant avant son intervention. L'avis favorable du propriétaire et de la commune de Coulmier-le-Sec est nécessaire avant mise en œuvre de toute autre modalité de remise en état. La remise en état est finalisée sous 6 mois après la notification du présent arrêté.

Article 13 - Tirs de mine

Après l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé, il est inséré un article 6.2.3 ainsi rédigé :

« Article 6.2.3. Bruits associés aux tirs de mine

Lors des tirs de mines, l'exploitant prend toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires pour les tiers. »

Les dispositions du chapitre 6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Chapitre 6.3 – Vibrations

Article 6.3.1. Charges unitaires maximales

La charge unitaire maximale pour le pétardage des blocs est de 1,8 kg.

La charge unitaire maximale pour les tirs d'abattage est fixée à 29,6 kg.

Article 6.3.2. Périodes autorisées

Le pétardage des blocs est autorisé uniquement du lundi au vendredi de 10h à 12 h et de 14h à 16h.

La fréquence maximale autorisée est d'un pétardage par semaine.

La fréquence maximale autorisée des tirs d'abattage est de 3 tirs par campagne de 2 mois par an, ou de 6 tirs par campagne de 4 mois tous les 2 ans.

Les tirs de mines ne sont autorisés que du lundi au vendredi, les jours ouvrables, entre 12 h et 14 h.

Article 6.3.3. Informations des tiers

L'exploitant avertit, selon les modalités définies avec les parties intéressées, au moins 48 heures à l'avance, du jour et de l'heure de chaque tir.

Article 6.3.4. Cas général

En dehors des tirs, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables. »

Les dispositions du chapitre 7.4 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé sont abrogées.

Article 14 - Autosurveillance des vibrations

Après l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 susvisé, il est inséré un article 9.2.3 ainsi rédigé :

« Article 9.2.3 – Autosurveillance des vibrations lors des tirs de mine

Le respect de la limite de 10 mm/s fixée à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé pour les vitesses particulières pondérées et de la limite de 125 décibels linéaires fixée à l'article 6.2.3 du présent arrêté est vérifié dès les premiers tirs réalisés dans la carrière, puis au moins annuellement. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures.

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 15 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société BABOUILLARD MICHEL.

Article 16 - Voies et délais de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télerecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 17 - Exécution

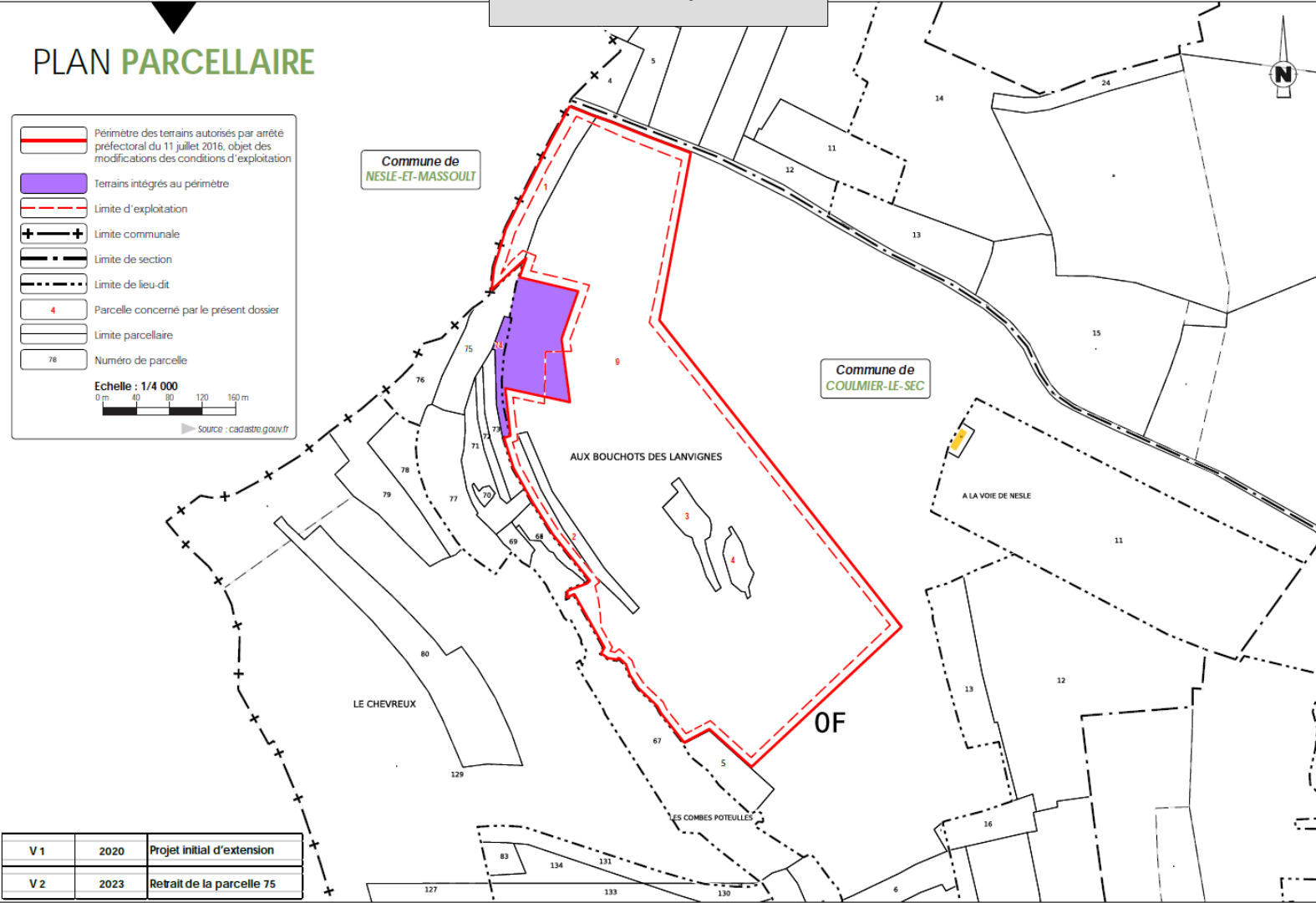
Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le maire de la commune de Coulmier-le-Sec sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON,

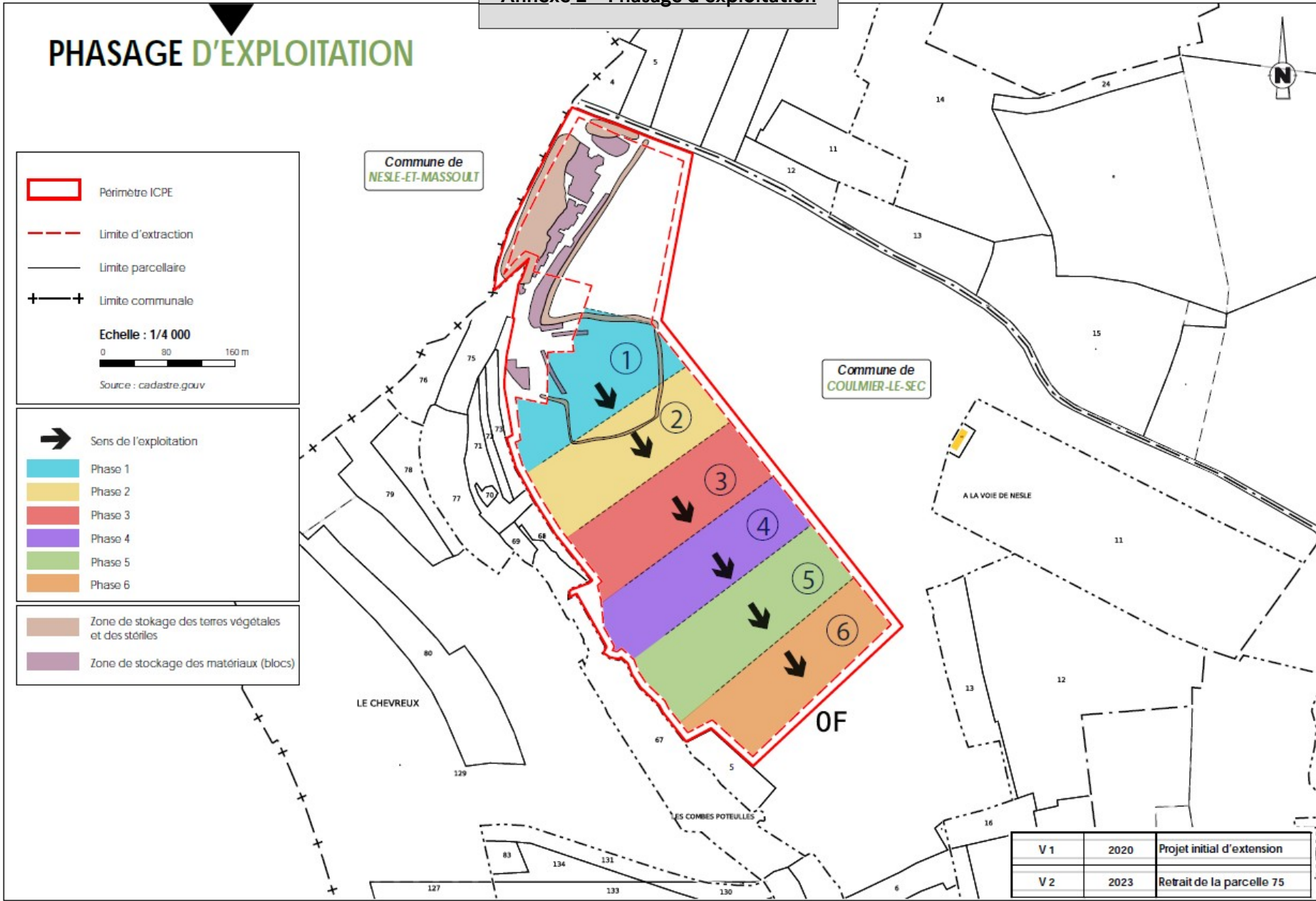
LE PREFET
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
signé
Frédéric CARRE

Annexe 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° du
Relatif à la société Babouillard Michel sur la commune de Coulmier-le-Sec

Annexe 1 – Plan parcellaire



Annexe 2 – Phasage d'exploitation



1282

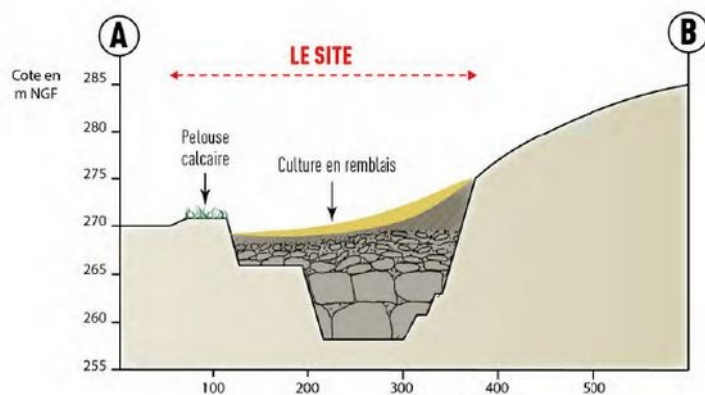
Annexe 3 – Plan de remise en état

PLAN DE REMISE EN ÉTAT



► COUPES DE L'ÉTAT FINAL

COUPE AB



COUPE CD

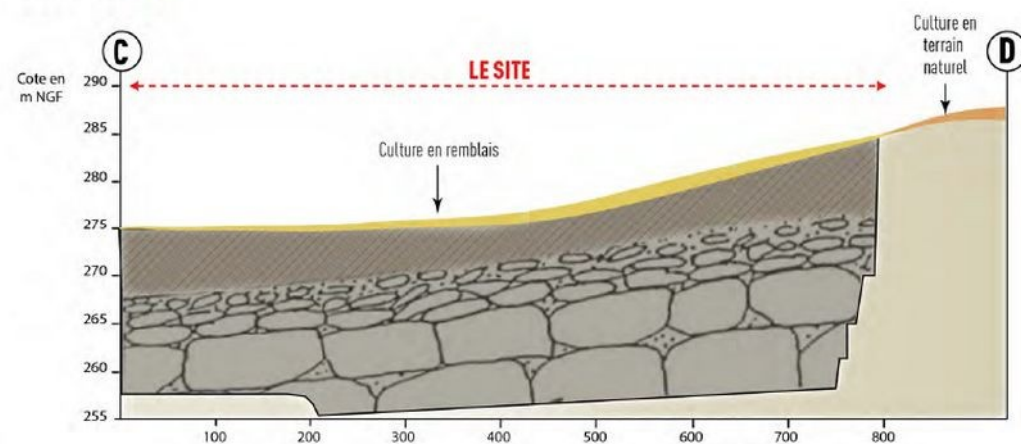
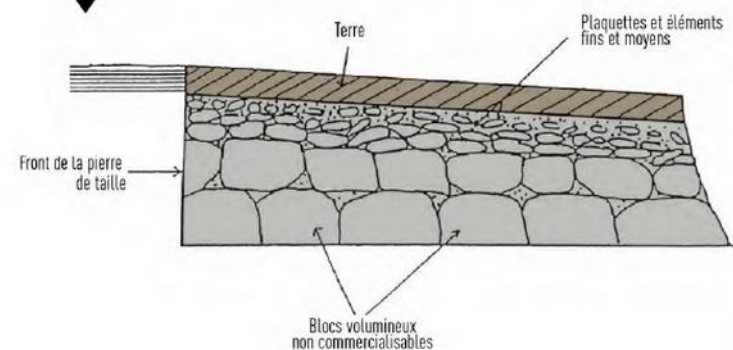


SCHÉMA DE PRINCIPE DU REMBLAYAGE



LOCALISATION DES COUPES

